30 bis : Les prestations de restauration rendues aux étudiants et ce conformément à un cahier des charges établi par le Ministère chargé de la tutelle du secteur.

Exonération des redevances payées par les entreprises totalement exportatrices de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés

Article 59 :

Le paragraphe 6 de l'article 3 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est modifié comme suit :

6 - les rémunérations, à l'exception des rémunérations payées pour leur propre compte par les entreprises totalement exportatrices telles que définies par la législation en vigueur, au titre :

(le reste sans changement ...) .

Exonération de l'indemnité d'expatriation de l'impôt sur le revenu pour les salariés exerçant leur activité à l'étranger

Article 60 :

Il est ajouté à l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés un paragraphe 11 ainsi libellé :

11-l'indemnité d'expatriation, émoluments, indemnités et autres avantages reçus par les salariés au titre de leur activité à l'étranger à condition que l'employeur soit domicilié ou établi en Tunisie et que l'activité se rapporte aux :

- études techniques ou économiques ou sociales ou environnementales ou à l'assistance technique;
- travaux de construction, de montage, opérations de maintenance ou activités de surveillance s'y rattachant.

Détermination du revenu net des traitements, salaires, pensions et rentes viagères de source étrangère

Article 61 :

Il est ajouté à l'article 37 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés ce qui suit :

" Le revenu net des traitements, salaires, pensions et rentes viagères est déterminé conformément aux dispositions de l'article 26 du présent code ".

Fixation de l'impôt minimum dû sur les revenus et bénéfices dans le cadre de la législation relative à l'encouragement à l'investissement

Article 62 :

Le taux de l'impôt minimum prévu par les articles 12 et 12 bis de la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989 portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est relevé à partir du 1er janvier 1999 respectivement à 20% et 60%.

Remplacement du régime de dégrèvement du droit de consommation et de la taxe sur la valeur ajoutée au profit du secteur agricole et de pêche par une subvention d'exploitation

Article 63 :

Est instituée au profit des exploitants agricoles et des coopératives de service agricoles une subvention au titre des carburants utilisés pour le fonctionnement des équipements agricoles. La nature des carburants, le montant de la subvention selon chaque type de carburant et les conditions de son octroi seront fixés par arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture.

Article 64 :

Le détournement de la destination de la subvention prévue par l'article 63 de la présente loi et de la subvention au profit du secteur de la pêche prévue par l'article 13 de la loi n° 82-27 du 23 mars 1982 entraîne le remboursement de la subvention majorée de 10% et la privation du contrevenant du bénéfice de la subvention pendant une période de deux ans à compter de la date de la constatation de l'infraction.

Le détournement de la destination de la subvention est constaté par un procès-verbal dressé par des agents assermentés et habilités à cette fin par le Ministre de l'Agriculture.

Le procès-verbal comporte la date et le lieu de la constatation de l'infraction, le nom, la qualité et la signature de l'agent ayant dressé le procès-verbal et les dires du contrevenant.

Le contrevenant est tenu de signer le procès-verbal et en cas d'absence du contrevenant ou de son refus de signer, mention doit être faite dans le procès-verbal.

Le reversement de la subvention et le recouvrement de la majoration y afférente sont effectués conformément aux dispositions du code de la comptabilité publique.

Article 65 :

Les dispositions des articles 63 et 64 de la présente loi s'appliquent à compter du 1er janvier 1999 et sont abrogées à cette date les dispositions prévues par la loi n° 62-79 du 31 décembre 1962 portant dégrèvement de droits en faveur des carburants utilisés pour les travaux agricoles, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 70-38 du 14 août 1970. Sont également abrogées les dispositions de l'article 172 du code des douanes et l'ensemble des textes qui l'ont complété ou modifié.

Révision de la fiscalité des bateaux et embarcations de plaisance destinés au secteur touristique

Article 66 :

Nonobstant les dispositions de l'article 56 du code d'incitations aux investissements sont soumis au droit de consommation au taux de 10% les bateaux à moteur de plaisance ou de sport et les embarcations de plaisance ou de sport d'une longueur supérieure à 11 mètres repris au numéro 89-03 du tarif des droits de douane destinés aux investissements réalisés dans le secteur touristique.

Bénéficient de la suspension du droit de consommation les bateaux à moteur de plaisance ou de sport et les embarcations de plaisance ou de sport d'une longueur n'excédant pas 11 mètres repris au numéro 89-03 du tarif des droits de douane destinés aux investissements réalisés dans le secteur touristique.

Régime fiscal des voitures "taxi" et "louage" et des véhicules utilisés dans le transport rural

Article 67 :

Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 10% les véhicules automobiles destinés au transport rural relevant du numéro 87-03 du tarif des droits de douane.

Article 68 :

Sont exonérés du droit de consommation, les véhicules automobiles destinés au transport rural et relevant du numéro 87-03 du tarif des droits de douane.

Article 69 :

Les dispositions des articles 67 et 68 de la présente loi sont applicables jusqu'au 31 décembre 2001 .